



Numéro 21

Novembre 2023

Aujourd'hui, nous sommes tous Palestiniens!

La chose la plus évidente

– Anna Di Carlo –

- **Le besoin de moderniser les Nations unies**
– Nick Lin –
- **Le Conseil de sécurité des Nations unies demande une pause humanitaire**
- **De nombreux appels à réformer le Conseil de sécurité de l'ONU**

Le Canada refuse de reconnaître l'apartheid israélien

• **La vérité sur le sujet**

– Peggy Askin –

- **L'État canadien intensifie son incitation à la violence et à la haine**
– Pierre Soublière –
- **L'assaut de Gaza expose le vrai visage de l'hideux apartheid israélien**
– Romana Rubeo et Ramzy Baroud –

Les actions se poursuivent

- **Des milliers de manifestants au sommet de l'APEC exigent un cessez-le-feu et un brillant avenir pour l'humanité**
- **Les travailleurs américains aux premiers rangs de l'opposition au massacre des Palestiniens par Israël**
 - **Vigile en solidarité à Montréal avec les soignants de Gaza**
- **Débrayages militants des étudiants du secondaire de l'Ontario**
 - **Les manifestations continuent en Europe**

Aujourd'hui, nous sommes tous Palestiniens!

La chose la plus évidente

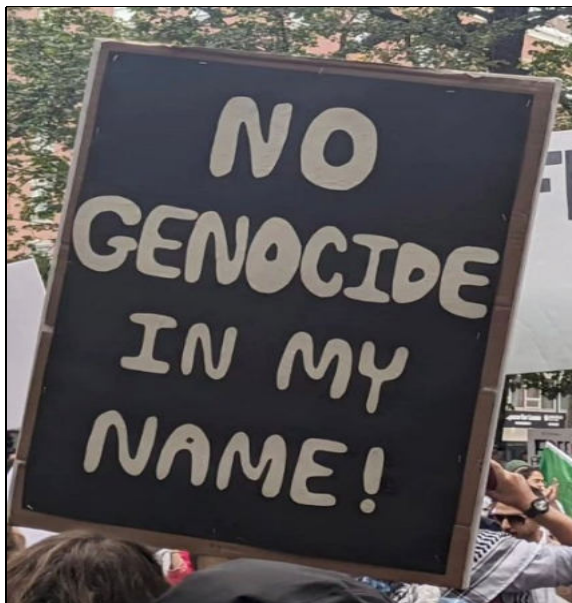
– Anna Di Carlo –

Alors que l'État d'Israël, soutenu et financé par les États-Unis, commet les crimes les plus odieux contre l'humanité à Gaza et en Cisjordanie, l'incapacité des Nations unies à l'arrêter est évidente

plus que jamais. La nécessité de démocratiser les relations internationales afin que la majorité des pays prennent des décisions qui soient applicables et que fin soit mise à la situation dans laquelle les États-Unis sont considérés comme la nation indispensable et où tout le monde se réfère à eux pour prendre les mesures qu'ils souhaitent, est également évidente. Il est clair aujourd'hui, face aux crimes odieux d'Israël, que les États-Unis et leurs intérêts tiennent les peuples du monde entier en otage.



De nombreux pays font de leur mieux pour sortir de l'impasse, notamment en retirant leurs ambassadeurs de Tel-Aviv, tandis que les peuples du monde continuent d'exiger justice et un cessez-le-feu. Les peuples du monde parlent en leur propre nom contre l'impasse intolérable, tandis que ceux qui créent l'impasse prétendent parler en leur nom avec une conception irrationnelle de la démocratie et du droit international.



Alors que les peuples et les pays du monde entier continuent d'exiger en nombre grandissant qu'on arrête Israël, Israël poursuit son action criminelle sans relâche, avec des conséquences de plus en plus tragiques. La colère des peuples du monde s'accroît à chaque jour qui passe, et avec elle grandissent l'héroïsme du peuple palestinien et la détermination des peuples du monde entier à se tenir à ses côtés comme une seule humanité menant une seule lutte contre l'impunité. Les partisans de l'apaisement face à l'occupant israélien et tous ceux qui se concilient avec lui ne survivront pas à ce tournant de l'histoire. Ils n'échapperont pas à la colère des peuples, quels que soient leurs efforts pour criminaliser la dissidence ou justifier ce qui ne peut l'être. Le peuple palestinien l'emportera !

Le Conseil de sécurité semble incapable de jouer le rôle qui lui a été assigné après la Deuxième Guerre mondiale parce que les États-Unis ont usurpé le pouvoir en son sein. La paralysie au Conseil de sécurité donne l'impression que les grandes manifestations des peuples du monde entier ne servent à rien, mais ce n'est pas le cas. Les manifestations sont une preuve évidente de ce que veulent les peuples du monde entier. Les manifestations de masse et les prises de position à l'Assemblée générale des Nations unies ont montré que les peuples du monde et la majorité des pays exigent que les attaques génocidaires d'Israël cessent. Ils exigent un cessez-le-feu. Ils exigent qu'Israël rende compte de ce qu'il fait aujourd'hui et de ce qu'il a fait au cours des 75 dernières années, depuis la première Nakba (catastrophe) en 1948.

En Palestine même, les actes d'héroïsme du peuple expriment la nécessité de trouver un moyen d'aller de l'avant. Il en va de même du courage et de la résistance des médecins, des infirmières et du personnel soignant, du personnel des institutions humanitaires, des agences et des organisations non gouvernementales. Le courage et la résistance des journalistes palestiniens sur le terrain à Gaza et en Cisjordanie sont sans égal. Ils sont déterminés à faire savoir au monde ce qui se passe aux mains des sionistes israéliens, malgré le prix à payer pour eux-mêmes et leurs familles. Tout cela renforce la détermination des peuples du monde à s'unir au peuple palestinien. Ils sont convaincus qu'Israël, les États-Unis et leurs semblables, y compris le Canada, doivent rendre des comptes. Leur capacité à maintenir le peuple palestinien sous une occupation sans fin où il est humilié, violé et maltraité chaque jour de l'année doit cesser.

Alors qu'il s'agit de la réalité objective de ce qui se passe, les médias américains et anglo-américains et des pays comme le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et d'autres anciennes puissances coloniales veillent à ce qu'aucune alternative ne soit discutée ou mise en oeuvre. On prétend que si d'autres pays interviennent pour empêcher Israël de faire ce qu'il fait, cela peut provoquer une guerre de plus grande envergure. En d'autres termes, si nous ne donnons pas à Israël et aux États-Unis les coudées franches pour mener à bien leur plan génocidaire, nous pourrions être responsables d'une guerre majeure qui engloutirait le monde entier. La conclusion est qu'il n'y aurait rien d'autre à faire que d'attendre, quel qu'en soit le prix.

Les calculs et les interprétations des calculs vont de pair avec des menaces implicites : si Israël n'est pas autorisé à atteindre son objectif déclaré d'éliminer le Hamas, même si cela signifie anéantir le peuple palestinien, les choses pourraient devenir incontrôlables. C'est inadmissible. C'est fait pour décourager les peuples du monde et leur faire perdre espoir.

Les scènes de carnage provoquées par Israël sont destinées à nous submerger, à provoquer la paralysie et l'inaction. Les médias dissimulent le rôle des États-Unis dans le génocide palestinien tout en affirmant que les États-Unis tentent de « faire accepter à Israël » une « pause humanitaire » et de « faire respecter le droit humanitaire ». L'objectif est également de s'assurer que les peuples n'envisagent pas d'alternatives qui leur soient favorables. Il s'agit de permettre aux États-Unis et à Israël de dire que leur cause est juste et que ce sont eux qui décident, que leur accord est nécessaire pour toute solution.



Cela ne marchera pas.

Tout cela vise à dissimuler le point évident dans tout cela, à savoir la nécessité de renouveler et de démocratiser les relations internationales afin que les États-Unis et les anciennes puissances coloniales qui se sont partagé l'empire ottoman à la fin de la Première Guerre mondiale soient privés de toute autorité de décider de l'issue des luttes que mènent les peuples pour la reconnaissance de leur droit à l'existence. La puissance militaire est présentée comme le facteur

déterminant, mais c'est faux. C'est la lutte des peuples pour leur émancipation qui est le facteur déterminant. Tout doit être fait en ce moment pour activer le rôle du facteur humain, de la conscience sociale qui est décisive pour établir un point de vue favorable aux peuples. Les peuples du monde libèrent leur propre créativité pour atteindre les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés. C'est leur action qui changera la situation en leur faveur. Voilà une certitude sur laquelle nous pouvons compter.



Le besoin de moderniser les Nations unies

– Nick Lin –

Aujourd'hui, les peuples du monde entier sont très préoccupés par le refus de rénover les Nations unies. Cela signifie que les impérialistes américains se pavanent comme la soi-disant nation indispensable qui peut dicter au monde ce qui peut et ne peut pas être fait, qui est ou n'est pas un terroriste. Ce n'est pas en demandant la permission aux États-Unis que le Conseil de sécurité sera rénové. Il s'agit pour l'Assemblée générale de prendre les mesures qui mettront fin au statu quo en défendant ce qui est nécessaire pour mettre fin à l'impunité lorsqu'elle est avérée. L'Assemblée générale a besoin d'une autorité contraignante pour agir et faire appliquer les résolutions, telles que celles appelant à un cessez-le-feu, à la levée du blocus de Cuba, à la fin de la colonisation américaine de Porto Rico et les nombreuses résolutions appelant Israël à mettre fin à l'occupation.

Le Conseil de sécurité bloque depuis longtemps toute tentative de résolution pacifique des conflits. Les décisions que les États-Unis s'efforcent d'imposer sont elles-mêmes des violations du droit international jusqu'ici reconnu, comme les sanctions, le bombardement de pays jusqu'au bord de l'extinction, les coups d'État au nom des droits humains, de la paix et de la démocratie pour remplacer ce que l'on appelle des régimes autoritaires qui ne plaisent pas aux États-Unis et à leurs alliés. La question de savoir comment y mettre un terme n'est pas nouvelle. Les crimes commis par les États-Unis et Israël sont désormais si flagrants que la question hante le monde entier, qui ne peut mettre fin à cet état de fait qu'en prenant des mesures effectives.

Voting Ended		10/27/2023		3:49:01 PM	
Item 5 - A/ES-10/L.25					
Protection of civilians and upholding legal and humanitarian obligations					
+ AFGHANISTAN	✗ CAMEROON	✗ FINLAND	+ KUWAIT	+ NEPAL	+ SAUDI ARABIA
✗ ALBANIA	✗ CANADA	+ FRANCE	+ KYRGYZSTAN	✗ NETHERLAN...	+ SENEGAL
+ ALGERIA	+ CENTRAL AF...	+ GABON	+ LAO PDR	+ NEW ZEALAND	✗ SERBIA
+ ANDORRA	+ CHAD	+ GAMBIA	✗ LATVIA	+ NICARAGUA	+ SEYCHELLES
+ ANGOLA	+ CHILE	+ GEORGIA	+ LEBANON	+ NIGER	+ SIERRA LEONE
+ ANTIGUA-BA...	+ CHINA	✗ GERMANY	+ LESOTHO	+ NIGERIA	+ SINGAPORE
+ ARGENTINA	+ COLOMBIA	+ GHANA	+ LIBERIA	✗ NORTH MAC...	+ SLOVAKIA
+ ARMENIA	+ COMOROS	✗ GREECE	+ LIBYA	+ NORWAY	+ SLOVENIA
✗ AUSTRALIA	+ CONGO	+ GRENADA	+ LIECHTENSTEIN	+ OMAN	+ SOLOMON IS...
+ AUSTRIA	+ COSTA RICA	✗ GUATEMALA	✗ LITHUANIA	+ PAKISTAN	+ SOMALIA
+ AZERBAIJAN	+ COTE D'IVOIRE	+ GUINEA	+ LUXEMBOURG	✗ PALAU	+ SOUTH AFRICA
+ BAHAMAS	✗ CROATIA	+ GUINEA-BISS...	+ MADAGASCAR	✗ PANAMA	+ SOUTH SUDAN
+ BAHRAIN	+ CUBA	+ GUYANA	+ MALAWI	✗ PAPUA NEW ...	+ SPAIN
+ BANGLADESH	✗ CYPRUS	✗ HAITI	+ MALAYSIA	✗ PARAGUAY	+ SRI LANKA
+ BARBADOS	✗ CZECHIA	+ HONDURAS	+ MALDIVES	+ PERU	+ SUDAN
+ BELARUS	+ DEM PR OF K...	✗ HUNGARY	+ MALTA	✗ PHILIPPINES	+ SURINAME
+ BELGIUM	+ DEM REP OF ...	✗ ICELAND	+ MARSHALL IS...	✗ POLAND	✗ SWEDEN
+ BELIZE	✗ DENMARK	✗ INDIA	+ MAURITANIA	+ PORTUGAL	+ SWITZERLAND
+ BENIN	+ DJIBOUTI	+ INDONESIA	+ MAURITIUS	+ QATAR	+ SYRIAN ARA...
+ BHUTAN	+ DOMINICA	+ IRAN (ISLAMI...	+ MEXICO	✗ REP OF KOREA	+ TAJIKISTAN
+ BOLIVIA	+ DOMINICAN ...	+ IRAQ	✗ MICRONESIA...	✗ REP OF MOL...	+ THAILAND
+ BOSNIA-HER...	+ ECUADOR	+ IRELAND	✗ MONACO	✗ ROMANIA	+ TIMOR-LESTE
+ BOTSWANA	+ EGYPT	✗ ISRAEL	+ MONGOLIA	+ RUSSIAN FED...	+ TOGO
+ BRAZIL	+ EL SALVADOR	✗ ITALY	+ MONTENEGRO	+ RWANDA	✗ TONGA
+ BRUNEI DAR...	+ EQUATORIAL...	+ JAMAICA	+ MOROCCO	+ SAINT KITTS-...	+ TRINIDAD-TO...
✗ BULGARIA	+ ERITREA	✗ JAPAN	+ MOZAMBIQUE	+ SAINT LUCIA	✗ TUNISIA
BURKINA FASO	✗ ESTONIA	+ JORDAN	+ MYANMAR	+ SAINT VINCE...	+ TURKMENIST...
BURUNDI	+ ESWATINI	+ KAZAKHSTAN	+ NAMIBIA	+ SAMOA	✗ TUVALU
✗ CABO VERDE	✗ ETHIOPIA	+ KENYA	+ NAURU	✗ SAN MARINO	+ TÜRKIYE
CAMBODIA	✗ FIJI	✗ KIRIBATI		+ SAO TOME-P...	+ UGANDA
+ IN FAVOUR: 120		- AGAINST: 14		✗ ABSTENTION: 45	

Les résultats du vote de l'Assemblée générale des Nations unies, le 27 octobre 2023, sur la résolution appelant à un cessez-le-feu à Gaza, montrent l'isolement des États-Unis et d'Israël, qui ne peuvent toutefois pas être tenus responsables, car les résolutions de l'Assemblée générale ne sont pas contraignantes.

Que faire alors pour priver les États-Unis de l'autorité que leur confèrent les dispositions actuelles ?

Selon les règles actuelles, les décisions de l'Assemblée générale ne sont pas exécutoires, bien que les 193 pays soient égaux au sein de cet organe. La vérité est qu'une autorité n'a de sens que si elle est respectée, si elle est suivie et obéie. Personne n'accepte que les États-Unis jouent le rôle de nation indispensable ni les arguments alambiqués qu'ils avancent, avec leurs acolytes tels que le Canada, pour donner à Israël le feu vert de défier même la résolution fondatrice et toutes les résolutions adoptées depuis lors. En fait, les États-Unis ont toujours veillé à ce qu'Israël puisse commettre le génocide et des crimes de guerre au nom d'idéaux élevés, et ils sont encore coupables de ces crimes aujourd'hui. Les peuples du monde entier manifestent chaque jour plus nombreux pour dire NON ! Il ne faut pas que cela passe !

Outre les manifestations massives condamnant Israël, les États-Unis et leurs alliés, de plus en plus de pays font bien d'isoler Israël sur le plan diplomatique. De nombreux efforts de boycott mobilisent également les travailleurs du monde entier pour qu'ils prennent position. Les manifestations massives organisées par les voix juives, en particulier aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne et dans les pays qui sont en première ligne de la désinformation impérialiste, font également une grande contribution pour fermer la bouche à ceux qui tentent de discréditer leurs justes positions en disant qu'ils se détestent eux-mêmes et en racontant d'autres sornettes. Ce défi met un terme à l'absurdité selon laquelle le fait d'être juif constitue un consensus en faveur du sionisme.



La sécurité des peuples du monde réside dans leur lutte pour les droits de tous. Ils parlent en leur propre nom. Leurs actions ne manqueront pas d'ouvrir une voie qui offrira une alternative à l'impunité dont jouissent les États-Unis, Israël et ceux qui les soutiennent.



Occupation de la Gare centrale de New York, organisée par des groupes juifs, avec des T-shirts portant les inscriptions « Pas en notre nom » et « Cessez-le-feu maintenant ! » (M. Moore)



Le Conseil de sécurité des Nations unies demande une pause humanitaire

Le 15 novembre, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2712 (2023) appelant à des pauses humanitaires prolongées et à l'établissement de corridors à Gaza pour faciliter la fourniture de biens et de services essentiels. Il a également demandé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages détenus par le Hamas et d'autres groupes, en particulier les enfants, et a exhorté les parties à s'abstenir de priver les civils de Gaza de services vitaux et d'aide humanitaire.

La résolution a été adoptée par 12 voix pour, aucune voix contre et 3 abstentions (Fédération de Russie, Royaume-Uni, États-Unis). L'observateur permanent de l'État de Palestine a souligné que le Conseil aurait dû appeler à un cessez-le-feu depuis longtemps, soulignant que des millions de vies sont en jeu. Il a exhorté les participants à mettre fin aux massacres et aux déplacements forcés et à autoriser l'aide humanitaire : « Il ne devrait pas s'agir de mots dans une résolution, mais d'une réalité sur le terrain. »

Avant l'adoption de la résolution, le délégué de la Fédération de Russie a présenté un amendement oral qu'il a qualifié de « plus petit dénominateur commun, en dessous duquel le Conseil ne peut se permettre de tomber ». Il a proposé un ajout au paragraphe 3 reprenant simplement le texte de la résolution de l'Assemblée générale « Mesures illégales prises par Israël à Jérusalem-Est occupée et dans le reste du territoire palestinien occupé » (document A/ES-10/L.25), qui a été adoptée le 26 octobre à une écrasante majorité des voix. Il a déclaré que si cette disposition n'était pas incluse dans le texte, cela pourrait donner l'impression que le Conseil est « heureux de se contenter

exclusivement des pauses humanitaires accordées par Israël à sa discrétion ». Le Brésil, la Chine, le Mozambique, la Fédération de Russie et les Émirats arabes unis ont voté en faveur de l'amendement. Les États-Unis ont voté contre et neuf pays se sont abstenus : Albanie, Gabon, Ghana, Équateur, France, Japon, Malte, Suisse et Royaume-Uni. L'amendement a donc été rejeté, puisqu'il faut le vote d'au moins neuf pays.

L'application de la résolution est problématique. Israël continue d'imposer des conditions de famine à la population de Gaza parce qu'il contrôle les flux d'aide. Les quantités de carburant qu'il autorise à entrer dans la bande de Gaza sont dérisoires par rapport aux besoins d'aide d'urgence des hôpitaux et des cliniques, ainsi qu'au traitement de l'eau et des eaux usées. Il parle d'utiliser les « pauses humanitaires » pour permettre aux Palestiniens d'évacuer leurs maisons sans être bombardés, en prévision du bombardement de leurs maisons. Il est urgent de mettre fin aux blocages des États-Unis et des anciennes puissances coloniales, ainsi que du Canada, qui empêchent le monde d'obliger Israël à rendre des comptes. Entre-temps, les manifestations mondiales se poursuivent.



De nombreux appels à réformer le Conseil de sécurité de l'ONU

L'Assemblée générale de l'ONU a discuté de la nécessité de réformer le Conseil de sécurité de l'ONU. Le 16 novembre, lors de son débat annuel sur la réforme de l'instance formée de 15 nations, l'Assemblée générale de l'ONU a entendu des intervenants de nombreux pays réitérer les appels à rendre le Conseil de sécurité plus représentatif, transparent et redevable afin qu'il puisse répondre aux menaces les plus graves qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. Fondé sur des arrangements de maintien de la paix à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, le Conseil est composé de cinq membres permanents : la Chine, la France, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis, et chacun a un droit de veto. Dix membres non permanents sont élus pour des mandats de deux ans par l'Assemblée générale. Plus de 50 États membres n'ont jamais été membres du Conseil de sécurité, informe le site web de l'ONU.

La réforme du Conseil de sécurité est à l'ordre du jour de l'Assemblée depuis 44 ans et cette année le débat arrive à un moment crucial alors qu'il n'a pas réussi à retenir la main d'Israël et son bailleur de fonds, les États-Unis, ni à le tenir responsable des crimes inouïs qu'il commet contre les Palestiniens depuis le 7 octobre, comme l'exigent les peuples du monde. « Jamais auparavant cette question n'a été aussi urgente, à la fois contextuellement et de façon pratique », a dit Dennis Francis (Trinidad et Tobago), le président de l'Assemblée, dans son allocution liminaire.

Saint-Vincent et les Grenadines, au nom du groupe L.69 de pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique, a dit que la surreprésentation de pays occidentaux au sein du conseil ne reflète ni la diversité géopolitique des Nations unies ni les réalités géopolitiques du XXIe siècle. « Le fait qu'il n'est plus adapté à son objectif est devenu flagrant », a dit le représentant des îles, ajoutant que non seulement la réforme est-elle urgente, mais qu'elle est une condition préalable à la paix, la stabilité et la sécurité internationales.

Le Sierra Leone, au nom du Groupe africain, a observé que « l'Afrique demeure le seul grand continent qui n'est pas représenté en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et qui est sous-représenté en tant que membre non permanent ». La demande de l'Afrique d'avoir deux sièges permanents est une question de justice, a-t-il souligné. Le Bahreïn, au nom du Groupe arabe, a parlé des violences actuelles à Gaza et a exhorté les pays membres de veiller à ce que la prévention des conflits devienne plus représentative, transparente, neutre et crédible. Advenant une expansion du Conseil de sécurité, il a proposé une représentation arabe au sein des membres permanents en plus d'une représentation équitable de pays arabes ayant des sièges non permanents.

Sainte-Lucie, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a dit que le monde fait face à de nombreux défis difficiles qui exigent une réponse robuste des Nations unies. Le CARICOM appuie pleinement la nécessité d'accroître la représentation et d'améliorer la capacité de réponse du Conseil de sécurité.

Le Singapore a dit qu'il n'y a pas d'équité pour les petits pays au niveau des élections aux sièges permanents. Les élections aux sièges non permanents sont souvent dominées par de grands pays régionaux, dont plusieurs demandent régulièrement un siège au Conseil. Il devient par conséquent extrêmement difficile pour un petit pays de faire campagne et de rivaliser avec succès avec des pays beaucoup plus grands.

Les remarques du représentant américain visaient à feindre l'inquiétude face à la nécessité évidente de réformer le Conseil de sécurité tout en préservant le rôle que les États-Unis ont usurpé en tant que « nation indispensable ». La grave question soulevée par les États membres concernant leur manque de représentation est ignorée, malgré le fait que même les élections des nations non permanentes sont soumises à la corruption habituelle qui consiste à faire pression pour obtenir des votes sous peine de représailles de la part des États-Unis.

La représentante des États-Unis a dit que si les pays veulent que le Conseil de sécurité fonctionne à sa pleine capacité et demeure le premier forum mondial où sont discutées les menaces à la paix et à la sécurité internationales, alors il doit « s'adapter ». C'est la devise du président américain pour le maintien du statu quo. L'année dernière, lors de l'Assemblée générale, le président Biden a annoncé que les États-Unis voulaient des réformes, y compris un plus grand nombre de sièges permanents et non permanents au Conseil, avec des sièges permanents pour des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Biden a depuis reconfirmé cet engagement, a dit la représentante des États-Unis, car il reconnaît que le Conseil, tel qu'il est composé présentement, ne reflète pas les réalités d'aujourd'hui, a-t-elle dit. En reconnaissant la profonde crise de légitimité du Conseil de sécurité, les propos de la représentante américaine occultent qui prend les décisions en faveur de quels intérêts et la nécessité de briser cette mainmise. Elle a dit qu'un Conseil qui n'est pas représentatif peut être moins crédible aux yeux de ceux qui sentent qu'on ne les voit pas, qu'on ne les entend pas et qu'on ne les comprend pas. Les pays ne peuvent pas se permettre une crise de confiance au sein de l'instance. Elle avait entendu, au cours de discussions avec des États membres et des regroupements régionaux, des préoccupations devant la dysfonction et la politisation au sein du Conseil. Certains croient que leur voix ne se fait pas entendre, a-t-elle dit avec condescendance. Dans ce contexte, les États membres devront réexaminer leurs positions nationales de longue date, se poser des questions difficiles et être ouverts aux compromis afin d'effectuer un changement durable. L'ambassadrice américaine n'a cependant pas émis d'opinion sur les abus notoires des États-Unis au Conseil afin de servir ses intérêts étroits, comme imposer des sanctions ou justifier l'intervention militaire contre des pays qui ne plient pas l'échine devant le diktat américain.

Le Mexique a dit que les événements récents avaient mis en relief la paralysie du Conseil de sécurité. Face à ce problème persistant, la question est comment le résoudre. Les préoccupations face aux vetos exercés par les cinq membres permanents sont claires et persistantes. Les exemples ne manquent pas pour démontrer l'incapacité du Conseil d'agir. Les États ont une responsabilité et doivent oeuvrer à une réforme qui lui permette de respecter son mandat et de se mériter à nouveau la confiance des peuples. « Une réforme est plus urgente que jamais », a dit le représentant du Mexique, ajoutant que ce cycle de négociations est primordial. L'Afrique du Sud a dit que les nouveaux conflits et les menaces à la sécurité internationale nécessitent une discussion urgente et engagée sur une réforme du Conseil de sécurité. Le monde n'est pas le même qu'il l'était en 1945. Depuis des décennies, le manque de diversité et la non-représentativité du Conseil l'a rendu vulnérable aux critiques comme quoi il est anachronique, qu'il souffre d'un manque de crédibilité et de légitimité et qu'il a recours à une politique de deux poids, deux mesures dans l'application du droit international qui est soumise aux intérêts des membres du Conseil. Un esprit de multilatéralisme inclusif doit sous-tendre les discussions sur la réforme du Conseil. L'Afrique du Sud est prête à s'engager le plus largement possible pour en arriver à des solutions multilatérales, a-t-il affirmé

Le Brésil a dit qu'à l'heure où le monde en a le plus besoin, le Conseil de sécurité a montré qu'il est incapable d'assumer sa responsabilité principale, ou éprouve de grandes difficultés à le faire, face aux conflits du moment, aux situations et aux régions. Le Conseil de sécurité ne peut être entièrement légitime et effectif aussi longtemps que les pays en développement sont marginalisés et que des régions entières, comme l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Afrique, ne sont pas représentées de façon permanente. Toute réforme qui ne vise pas à régler cette faiblesse majeure ne serait qu'une réforme superficielle, ou pire encore.

Le Vietnam a dit que l'adoption le 15 novembre de la première résolution sur la situation au Gaza par le Conseil de sécurité a offert une lueur d'espoir. « Comment expliquer que cette instance si exclusive et puissante ait dû attendre plus de cinq semaines, après que plus de 10 000 vies innocentes ont été perdues, avant d'en arriver à une entente d'une envergure limitée », a-t-il dit.

L'Iran a dit que pour sauver la crédibilité du Conseil de sécurité, il faut rejeter catégoriquement toutes tentatives de s'en servir pour avancer des ordres du jour politiques nationaux. Pointant du doigt l'« échec monumental » du Conseil de réagir aux crimes de guerre sans relâche contre les Palestiniens, il a dit que c'était « une indication claire de la nécessité d'un changement matériel » au sein de cette instance. Il a souligné que le Conseil aurait dû adopter un texte plus robuste appelant à un cessez-le-feu durable et urgent à Gaza. Les discussions au sujet de l'autorité du veto, critiquée par une grande majorité d'États membres, doivent figurer en haut de l'ordre du jour du processus de négociations intergouvernementales, a-t-il dit, ajoutant que toutes décisions doivent être adoptées par consensus et qu'augmenter le nombre de membres permanents et non permanents sans prendre en compte l'ensemble des cinq réformes pourrait mal représenter les positions des États membres, a-t-il mis en garde.

Le Venezuela a dit que les principes d'inclusion et d'égalité juridique entre pays doivent guider tout le processus de négociation sur une réforme du Conseil. Les États membres doivent redoubler d'efforts afin de corriger les inégalités historiques persistantes, un legs du colonialisme, y compris la composition même du Conseil.

(Avec des informations du site de Nouvelles de l'ONU)



Le Canada refuse de reconnaître l'apartheid israélien

La vérité sur le sujet

– Peggy Askin –

Les cercles officiels du Canada ont déclaré que l'identification d'Israël comme un État d'apartheid violait ce qu'ils appellent les valeurs canadiennes. Ils disent que c'est inacceptable, honteux, antisémite et que c'est une trahison des valeurs canadiennes. Ils diffament et persécutent ceux qui défendent ce point de vue. Ils le font au nom de la défense de la démocratie. Le problème est qu'aucun Canadien sensé ne croit qu'il est démocratique de persécuter ceux qui n'ont pas les mêmes opinions que l'État.

La conception même du droit civil à la liberté d'expression et d'association est née de la défense de ceux qui n'ont pas les mêmes opinions que l'État. Il s'agit d'une façon de défendre le peuple contre la tyrannie. Pour contourner cette question épineuse, le gouvernement accuse de racisme et d'incitation à la haine ceux qui pensent qu'Israël est un État d'apartheid et qu'il commet des crimes de génocide contre le peuple palestinien.



Il n'y a aucune discussion sur ce qui se passe sous les yeux de tous, sur les preuves de l'apartheid ou de l'État d'apartheid, ou sur ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie. Le gouvernement du Canada, ainsi que les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'autres anciennes puissances coloniales européennes, pensent qu'ils peuvent s'en tirer en utilisant leur position de pouvoir et de privilège pour déclarer que leurs opinions irrationnelles contre les peuples sont les bonnes et que toute personne qui s'y oppose encourage la haine ou le racisme et mérite d'être punie.

C'est une position que les Canadiens et les peuples du monde entier condamnent par leurs actions et en élevant la voix pour dire la vérité sur ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie. Les États-Unis et les pays comme le Canada, la Grande-Bretagne et d'autres qui soutiennent « le droit d'Israël de se défendre » et qui prétendent que ce pays respecte au mieux le droit humanitaire international sont de plus en plus isolés et se plient en quatre pour maintenir leur soutien à Israël sur la base des arguments les plus irrationnels, que le monde voit clairement comme faux et inacceptables.



Alors que le soutien au droit du peuple palestinien s'accroît dans le monde entier, le Canada continue de dire que toute opposition à ce qu'Israël fait aux Palestiniens est une trahison des valeurs canadiennes. Tout en louant les attaques génocidaires contre les Palestiniens, le gouvernement diffame tous ceux qui ne partagent pas ses opinions et les rend responsables de la montée de l'anarchie et de la violence dans la société, y compris des attaques racistes qu'il donne l'impression de ne pas avoir encouragées.

Cette situation dure depuis des années.

En 2011, le « champion des droits de l'homme » canadien Irwin Cotler (ministre de la Justice de 2003 à 2006) a déclaré que qualifier Israël d'État d'apartheid était dans les limites d'un débat légitime. Ce qui n'est pas légitime, c'est de suggérer que l'apartheid doit être démantelé, a-t-il déclaré. « Lorsque vous dites qu'Israël est un État d'apartheid, même dans ce cas, je trouve cela déplaisant, mais cela reste dans les limites du débat, a dit Irwin Cotler au journal israélien Ha'aretz. C'est lorsque vous dites, parce que c'est un État d'apartheid, qu'il doit être démantelé, que vous franchissez la ligne qui mène à un argument raciste ou antijuif. »

Le fait que la plupart des gens soulignent qu'un État d'apartheid est l'antithèse d'un État démocratique et que l'apartheid doit être démantelé est confondu avec la propagande de l'État et un contenu qui n'existe pas est imposé à ses adversaires.

En 2014, année au cours de laquelle l'armée israélienne a tué 2 251 Palestiniens, dont 551 enfants et 299 femmes, le premier ministre canadien de l'époque, Stephen Harper, a réservé son indignation à ce qu'il a qualifié de « nouvelle souche d'antisémitisme » dans les universités canadiennes. « Le plus honteux, a-t-il dit, c'est que certains qualifient ouvertement Israël d'État d'apartheid. Pensez à la logique tordue et à la malveillance pure et simple qui se cachent derrière cela : un État fondé sur la liberté, la démocratie et l'État de droit, fondé pour que les juifs puissent s'épanouir en tant que juifs et s'abriter de l'ombre de la pire expérience raciste de l'histoire, est condamné, et cette condamnation est masquée par le langage de l'antiracisme. C'est tout simplement révoltant. »

Confondre la raison d'être d'Israël avec les principes démocratiques, c'est argumenter sur la base d'une falsification de l'histoire de A à Z.

Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir, ils n'ont pas hésité à reprendre la croisade de Stephen Harper pour défendre l'occupation israélienne, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. En 2015, Justin Trudeau a tweeté : « Le mouvement BDS, comme la Semaine contre l'apartheid

israélien, n'a pas sa place sur les campus canadiens. En tant qu'ancien élève de @McGillU, je suis déçu. #EnoughIsEnough. » Lors d'une assemblée publique pendant les élections fédérales de 2019, il a dit : « Mais lorsque vous avez des mouvements comme le BDS qui isolent Israël, qui cherchent à délégitimer et, dans certains cas, à diaboliser, lorsque vous avez des étudiants sur le campus qui font face à des choses comme les semaines de l'apartheid israélien qui leur font craindre d'assister à des événements sur le campus en raison de leur religion au Canada, nous devons reconnaître qu'il y a des choses qui ne sont pas acceptables, non pas en raison de préoccupations en matière de politique étrangère, mais en raison des valeurs canadiennes. »

En 2015, Irwin Cotler, nommé par Justin Trudeau « Envoyé spécial du Canada pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme » en 2020, a affirmé que la critique d'Israël était le « nouvel antisémitisme ». Il a dit : « Nous sommes passés de la discrimination à l'encontre des juifs en tant qu'individus à la discrimination à l'encontre des juifs en tant que peuple, puis à Israël en tant que 'juif' collectif ciblé parmi les nations. »



Cotler a affirmé que la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Conférence de Durban), qui s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud, en 2001, et une conférence parallèle d'organisations non gouvernementales, ont donné naissance à un « nouvel antisémitisme ». Il a dit : « En somme, Durban est devenu le point de basculement pour la coalescence d'un nouvel antijudaïsme virulent et mondialisé qui rappelle l'atmosphère qui régnait en Europe dans les années 1930. » Comme si les Sud-Africains ne savaient pas ce que sont l'apartheid, le racisme et la discrimination. Le Canada n'a pas voulu signer la déclaration de Durban.

Cotler a également écrit : « Le deuxième indicateur du nouvel antisémitisme est la mise en accusation d'Israël et du peuple juif en tant qu'incarnation de tous les maux, y compris le racisme, l'impérialisme, le colonialisme, le nettoyage ethnique, l'apartheid et même le nazisme.



« Et cela sert à valider le troisième indicateur, l'antisémitisme politique, par lequel j'entends le déni des droits fondamentaux au peuple juif, et seulement au peuple juif. L'antisémitisme politique comprend la négation du droit d'Israël d'exister et la négation du droit du peuple juif à l'autodétermination, voire la négation du peuple juif en tant que peuple. »

Les manifestations de masse organisées dans le monde entier ont apporté une réponse appropriée aux arguments intéressés des États-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne et des pays européens qui, par ces arguments, offrent à Israël l'impunité. Aujourd'hui, le seul pays qui pousse à l'antisémitisme politique est Israël. Il nie le droit à l'existence du peuple palestinien, son droit à l'autodétermination et son existence en tant que peuple.

Telle est la vérité dans cette affaire.



L'État canadien intensifie son incitation à la violence et à la haine

– Pierre Soublière –

Pendant une mêlée de presse dans le lobby du Parlement le 8 novembre, le premier ministre du Canada a appelé à une pause humanitaire pour permettre aux otages d'être libérés et aux ressortissants canadiens de sortir de Gaza. Il a dit que la pause servirait à « oeuvrer à désescalader la situation ». Trudeau a dit que la pause humanitaire répondrait aux besoins de la population de Gaza sans affecter la capacité d'Israël de faire face à la menace du Hamas.



Tout au long de la mêlée, le premier ministre et les députés libéraux canadiens ont insisté sur la « vague d'antisémitisme » qui déferle au Canada, mentionnant à maintes reprises qu'un cocktail Molotov avait été lancé contre une synagogue à Montréal. Les questions des médias et les réponses visaient avant tout à bâtir sur l'accusation initiale que les manifestations palestiniennes sont une célébration du terrorisme et que toute critique d'Israël est antisémite.

Le député libéral de Winnipeg Centre Sud Ben Carr a dit que « Du fleuve à la mer » était un slogan du Hamas. On prétend que le Hamas est une organisation terroriste qui dit que les juifs doivent être repoussés dans la mer. Cela est ensuite lié au slogan crié haut et fort dans la plupart des manifestations de soutien au peuple palestinien : « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ». Et voilà, le tour est joué : parce que les deux parlent de « la mer », ils sont terroristes et ils veulent éliminer Israël et tous les juifs.

La conclusion est donc évidente : ces propos doivent être considérés comme des discours haineux et traités en conséquence. Il y a un remarquable manque d'intelligence dans ce raisonnement parce que tous ceux qui donnent ces positions sont motivés par la défense de leurs positions de pouvoir et de privilège. Un bel exemple de l'excellent travail au service du Roi et du Pays !

Le député libéral de Montréal Anthony Housefather a ajouté sa voix en disant que la communauté juive se faisait intimider et ne s'était jamais sentie aussi menacée. La guerre au Moyen-Orient s'est étendue au Canada, a-t-il dit. Lui et d'autres ont soulevé que la police devait « avoir les manifestants à l'oeil » et intervenir partout où on « contrevient à la loi ».

Plus ils s'écoutent parler, plus ils se croient et s'emportent. C'est vraiment lâche et pitoyable.

Le même jour, le chef du Bloc Québécois Yves-François Blanchet, a annoncé que le Bloc avait fait sienne la demande d'un cessez-le-feu. Le gouvernement israélien, selon le chef du Bloc, s'était montré indigne de la caution qu'il avait reçue pour intervenir contre les terroristes du Hamas à Gaza en fauchant des milliers de vies de civils. Ainsi, tuer quelques civils ne posait pas de problème, mais en tuer des milliers, c'est dépasser les limites. Ce sont des déclarations où les principes sont totalement absents. Ayant gobé sans se poser de questions les concoctions impérialistes voulant que le Hamas empêche l'aide internationale aux civils, le chef du Bloc a proposé que soit instituée une force militaire internationale pour s'imposer entre Israël et le Hamas pour « assurer l'approvisionnement humanitaire des civils et initier un processus de reconstruction et de restauration de la paix à l'abri à la fois des bombardements et des exactions du Hamas ».

Se couvrant encore plus de ridicule, le Bloc demande que l'OTAN joue ce rôle. L'OTAN est au bord

de l'effondrement avec la débâcle de sa guerre par procuration en Ukraine, mais faisant étalage de son ignorance des affaires internationales, le chef du Bloc prétend qu'elle a déjà joué ce rôle par le passé à la demande des Nations unies, et que cette mesure protégerait tant le territoire d'Israël et ses civils que la population palestinienne de Gaza. Il semble faire sienne la notion impérialiste que les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie et la destruction de la Libye, qui n'ont pas été autorisés par l'ONU, ont été bénéfiques pour les peuples de l'ex-Yougoslavie et de la Libye, tout comme l'intervention de l'OTAN en Afghanistan et en Ukraine.



Se désaltérer à l'abreuvoir des cercles officiels a de toute évidence porté un dur coup au raisonnement du chef du Bloc. Ses propos confus commencent à ressembler à ceux de Trump qui récemment parlait de façon incohérente sur la question. Comme si l'OTAN avait toujours défendu la paix, le Bloc a ajouté que l'Alliance jouerait un rôle crucial dans la restauration des pourparlers de paix dans la région. C'est honteux que des gens qui se disent hommes politiques ou hommes d'État soient si ignorants et incohérents sur des sujets aussi importants.

Les porte-parole du Bloc ont aussi mentionné les rencontres qu'a eues le secrétaire d'État américain Anthony Blinken avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, présentant Blinken comme un intermédiaire fiable pour demander des « pauses humanitaires » en opposition à la trêve, la fin de l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie et l'arrêt de la colonisation violente et du génocide que demandent la majorité des pays du monde, oubliant que Blinken a été répudié par toutes les parties qu'il a courtisées pour qu'elles exécutent ses ordres ! Le Bloc a dit qu'il présenterait ses propositions aux pays participant à une réunion à Paris convoquée par le président de la République française Emmanuel Macron. Il s'agirait d'une réunion d'aide humanitaire aux populations civiles de Gaza, qui viserait à réaliser une « pause humanitaire rapide » et à encourager les pays à « oeuvrer dans le sens d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza ».

C'est vraiment honteux qu'un pays aux atouts que sont le Canada et le Québec ne puisse engendrer un seul politicien ou dignitaire de l'État digne de ce nom.

Alors que le soutien aux droits du peuple palestinien s'accroît dans le monde entier, le Canada continue de qualifier de trahison des valeurs canadiennes toute opposition à ce qu'Israël fait subir aux Palestiniens. Alors que le gouvernement salue les attaques génocidaires contre les Palestiniens, il diffame tous ceux qui ne partagent pas ses opinions et les rend responsables de la montée de l'anarchie et de la violence dans la société, y compris des attaques racistes qu'il donne l'impression de ne pas avoir encouragées.



L'assaut de Gaza expose le vrai visage de l'hideux apartheid israélien

– Romana Rubeo et Ramzy Baroud –

Le samedi 11 novembre, le porte-parole militaire israélien Daniel Hagari a affirmé lors d'une conférence de presse qu'Israël avait tué un « terroriste » qui avait empêché un millier de civils de s'échapper de l'hôpital Shifa.

Ces allégations n'ont guère de sens. Même selon les critères de la propagande israélienne, la falsification d'un tel élément d'information, sans contexte ni preuve, contribue à démolir la moindre crédibilité d'Israël dans les médias internationaux ainsi que son image dans le monde.

Un jour plus tôt, un officiel américain resté anonyme a été cité par *CNN* comme ayant déclaré, dans un câble diplomatique, que « nous connaissons une grave défaite sur le champ de bataille des messages ».

Le diplomate faisait référence à la réputation américaine au Moyen-Orient – en fait, dans le monde entier – qui est aujourd'hui en lambeaux en raison du soutien aveugle des États-Unis à Israël.

Inversion des rôles

Cette perte de crédibilité peut être constatée en Israël même. Non seulement le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu perd de sa crédibilité auprès des Israéliens, selon divers sondages d'opinion, mais l'ensemble de l'*establishment* politique semble également perdre la confiance du public israélien.

Une plaisanterie courante parmi les Palestiniens ces jours-ci est que les dirigeants israéliens prennent modèle sur les dirigeants arabes des précédentes guerres israélo-arabes, en termes de langage, de victoires factices et de succès non prouvés sur le front militaire.

Par exemple, alors qu'Israël repoussait rapidement les armées arabes sur tous les fronts en juin 1967, avec le soutien total des États-Unis et de l'Occident, les dirigeants des armées arabes déclaraient à la radio qu'ils étaient arrivés aux « portes de Tel-Aviv ».

La bonne fortune semble s'être inversée. Abu Obeida et Abu Hamza, respectivement porte-paroles militaires des Brigades Al-Qassam et des Brigades Al-Quds, fournissent des comptes-rendus très précis de la nature de la bataille et des pertes subies par les forces militaires israéliennes dans leurs déclarations régulières et très attendues.

L'armée israélienne, quant à elle, parle de victoires imminentes, de l'assassinat de « terroristes » anonymes et de la destruction d'innombrables tunnels, tout en fournissant rarement des preuves. Les seules « preuves » fournies sont le ciblage intentionnel d'hôpitaux, d'écoles et d'habitations civiles.

Et si les déclarations d'Abu Obeida sont presque toujours suivies de vidéos de qualité, documentant la destruction systématique de chars israéliens, aucun document de ce type ne vient étayer les affirmations de l'armée israélienne.

Au-delà du champ de bataille

Mais la question de la crédibilité israélienne, ou plutôt du manque de crédibilité, ne se pose pas seulement sur le champ de bataille.

Dès le premier jour de la guerre, des médecins palestiniens, des membres de la défense civile, des journalistes, des *blogueurs* et même des gens ordinaires ont filmé ou enregistré chaque crime de guerre israélien partout dans la bande de Gaza assiégée.

Et malgré la coupure continue de l'internet et de l'électricité à Gaza par l'armée israélienne, les Palestiniens ont réussi à documenter tous les aspects du génocide israélien en cours.

La précision du récit palestinien a même contraint les responsables américains, qui doutaient initialement des chiffres palestiniens, à admettre finalement que les Palestiniens disaient la vérité.

Barbara Leaf, secrétaire d'État adjointe aux affaires du Proche-Orient, a déclaré le 9 novembre à un

groupe d'experts de la Chambre des représentants des États-Unis que le nombre de personnes tuées par Israël au cours de la guerre était probablement « plus élevé que ce qui est cité ».

En effet, chaque jour, Israël perd de sa crédibilité au point que les premiers mensonges israéliens sur ce qui s'est passé le 7 octobre se sont finalement révélés désastreux pour l'image globale et la crédibilité d'Israël sur la scène internationale.

Les viols, ISIS et Mein Kampf ...

Dans l'euphorie de la diabolisation de la Résistance palestinienne – pour justifier le génocide israélien à venir à Gaza – le gouvernement et l'armée israéliens, puis les journalistes et même les gens ordinaires, ont tous été recrutés dans une campagne de hasbara sans précédent visant à dépeindre les Palestiniens comme des « animaux humains » – selon les termes du ministre israélien de la Défense Yoav Gallant.

Dans les heures qui ont suivi les événements et avant toute enquête, Netanyahu a parlé de « bébés décapités », prétendument mutilés par la Résistance; Gallant a affirmé que « des jeunes filles ont été violées brutalement » [on peut s'interroger sur la structure mentale de Gallant pour qui apparemment, un viol pourrait ne pas être « brutal » – NdT]; même l'ancien grand rabbin de l'armée, Israel Weiss, a déclaré avoir « vu une femme enceinte dont le ventre avait été déchiré et le bébé découpé » [ce qui se passe dans la tête de ce rabbin est également un gros sujet d'inquiétude – NdT].

Même le président israélien Isaac Herzog, prétendument « modéré », a fait des déclarations ridicules sur la BBC le 12 novembre. Interrogé sur les frappes aériennes israéliennes à Gaza, il a affirmé que le livre *Mein Kampf*, écrit par Adolf Hitler en 1925, avait été trouvé « dans une chambre d'enfant » dans le nord de Gaza...

Et, bien sûr, il y a eu les références répétées aux drapeaux de l'État islamique qui, pour une raison quelconque, ont été portés par les combattants du Hamas lorsqu'ils sont entrés dans le sud d'Israël le 7 octobre, parmi d'autres contes de fées.

Le fait que l'État islamique soit un ennemi juré du Hamas et que le Mouvement palestinien ait fait tout ce qui était en son pouvoir pour éradiquer toute possibilité pour cette organisation d'étendre ses racines dans la bande de Gaza assiégée, semblait négligeable pour la propagande effrénée d'Israël.

Comme on pouvait s'y attendre, les médias israéliens, américains et européens ont repris à foison l'affirmation du lien entre le Hamas et l'État islamique, sans discussion sérieuse ni vérification minimale des faits.

Mais avec le temps, les mensonges israéliens n'ont pu résister à la pression de la vérité émanant de Gaza, où chaque atrocité et chaque bataille est documentée, et rendant inopérantes toutes les allégations israéliennes montées en épingle.

L'attaque de l'hôpital baptiste Al-Ahli, dans la ville de Gaza, le 17 octobre, a peut-être marqué un tournant dans la série ininterrompue de mensonges israéliens.

Bien que de nombreuses personnes aient adopté, et défendent encore malheureusement, le mensonge israélien selon lequel une roquette de la Résistance est tombée sur l'hôpital, le caractère sanglant de ce massacre, qui a fait des centaines de morts, a été pour beaucoup un signal d'alarme.

L'une des nombreuses questions soulevées à la suite du massacre de l'hôpital baptiste est la suivante : si Israël était effectivement honnête dans sa version des faits concernant ce qui s'est passé à l'hôpital, pourquoi a-t-il bombardé tous les autres hôpitaux de Gaza et continue-t-il à le faire depuis des semaines ?

Mort de la hasbara israélienne

Il y a des raisons pour lesquelles la propagande israélienne n'est plus en mesure d'influencer efficacement l'opinion publique, même si les médias *mainstream* continuent de se ranger du côté d'Israël, même lorsque ce dernier commet un génocide.

Tout d'abord, les Palestiniens et ceux qui les soutiennent ont réussi à « écraser » Israël dans l'exploitation des médias sociaux, ce qui, pour la première fois, a eu raison des campagnes de propagande trop souvent conçues et déployées pour le compte d'Israël dans les médias professionnels.

Une analyse du contenu en ligne sur les plateformes de médias sociaux les plus populaires a été réalisée par la plateforme israélienne de *marketing* d'influence Humanz.

L'étude, publiée en novembre, admet que « si 7,39 milliards de posts avec des tags pro-israéliens ont été publiés sur Instagram et TikTok le mois dernier, au cours de la même période, 109,61 milliards de posts avec des tags pro-palestiniens ont été publiés sur les plateformes ».

Cela signifie, selon l'entreprise, que les points de vue pro-palestiniens sont 15 fois plus populaires que les points de vue pro-israéliens.

Deuxièmement, les médias indépendants, palestiniens et autres, ont offert des alternatives à ceux qui cherchaient une autre version des événements dans la bande de Gaza.

Un seul journaliste palestinien indépendant à Gaza, Motaz Azaiza, a réussi à acquérir plus de 14 millions de *suiveurs* sur *Instagram* en l'espace d'un mois grâce à ses reportages sur le terrain.

Troisièmement, l'« attaque surprise » du 7 octobre a privé Israël de l'initiative, non seulement en ce qui concerne la guerre elle-même, mais aussi la justification de la guerre.

En effet, leur guerre génocidaire contre Gaza n'a pas d'objectifs spécifiques, mais n'a pas non plus de campagne médiatique précise pour défendre ou rationaliser ces objectifs non explicités. Par conséquent, le récit médiatique israélien semble déconnecté, désordonné et, parfois, autodestructeur.

Enfin, entre en ligne de compte la brutalité même du génocide israélien à Gaza. Si l'on juxtapose les mensonges des médias israéliens aux horribles crimes commis à Gaza, on ne trouvera aucune logique plausible qui puisse justifier de manière convaincante le meurtre de masse, le déplacement forcé, la famine et le génocide d'une population sans défense.

Jamais la propagande israélienne n'a échoué de manière aussi éclatante et les grands médias n'ont pas réussi cette fois-ci à protéger Israël de la colère mondiale – en fait, de la haine bouillonnante – à l'égard de l'horrible régime d'apartheid israélien.

Les répercussions de tout cela auront très certainement un impact sur la façon dont l'Histoire se souviendra de la guerre israélienne contre Gaza, qui a, jusqu'à présent, tué et blessé des dizaines de milliers de civils innocents.

Une génération entière, si ce n'est plus, a déjà construit une perception d'Israël comme un régime génocidaire et aucun mensonge dans l'avenir – que ce soit un film hollywoodien ou un article du magazine *Maxim* – ne pourra jamais remettre cette vision en cause.

Plus important encore, cette nouvelle perception est susceptible d'obliger les gens, non seulement à réexaminer leur vision du présent et de l'avenir d'Israël, mais aussi du passé, à savoir les fondements même du régime sioniste, lui-même établi sur rien d'autre que le mensonge.

(Chronique de Palestine, 16 novembre 2023)



Les actions se poursuivent

Des milliers de manifestants au sommet de l'APEC exigent un cessez-le-feu et un brillant avenir pour l'humanité

La Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a tenu son sommet annuel à San Francisco, aux États-Unis, du 11 au 17 novembre. Fondée en 1989, l'APEC compte 21 pays membres, dont le Canada[1]. Le thème du sommet était « Créer un avenir résilient et durable pour tous ». Le sommet réunit des dirigeants politiques et des hauts fonctionnaires des pays membres, ainsi que des centaines de représentants de l'oligarchie financière et des monopoles privés.



Des milliers de personnes ont participé à un contre-sommet et à plusieurs autres actions pour protester contre l'APEC et son ordre du jour qui favorise les intérêts privés des riches aux dépens des droits et du bien-être des travailleurs et du bien-être de l'environnement naturel, et aussi pour dénoncer ceux qui soutiennent les crimes génocidaires d'Israël à Gaza. L'appel à un cessez-le-feu dans les attaques brutales contre la population de Gaza a été au cœur des manifestations. Parmi les autres revendications figuraient la fin des violations du droit du travail, l'obligation de rendre des comptes pour les atteintes aux droits humains et la réparation pour dommages causés par les changements climatiques. La communauté patriotique philippine était présente en force avec des banderoles et des pancartes telles que : « Marcos et Biden ne sont pas les bienvenus – Luttons pour la souveraineté philippine ». Les revendications en matière de justice climatique ont été exprimées dans des slogans tels que : « Arrêtez l'assaut corporatiste contre la justice climatique – les peuples et la planète avant les profits et le pillage » et le soutien à la Palestine s'est exprimé dans la demande d'un cessez-le-feu immédiat et de la fin de l'apartheid israélien.

Le 12 novembre, la coalition « Non à l'APEC » a marché de l'Embarcadero au Moscone Center pour protester contre le sommet de l'APEC. Les organisateurs ont décrit les événements de l'APEC comme « des réunions à huis clos très secrètes qui coûtent des millions à la ville de San Francisco ». « Le programme de libre-échange de l'APEC nuira à des millions de travailleurs, de femmes et de migrants aux États-Unis et dans toute la région Asie-Pacifique, mais les personnes les plus touchées ne sont pas présentes à la table des négociations », a déclaré Rhonda Ramiro, membre de la coalition. L'objectif du contre-sommet était de dénoncer « les fausses solutions de

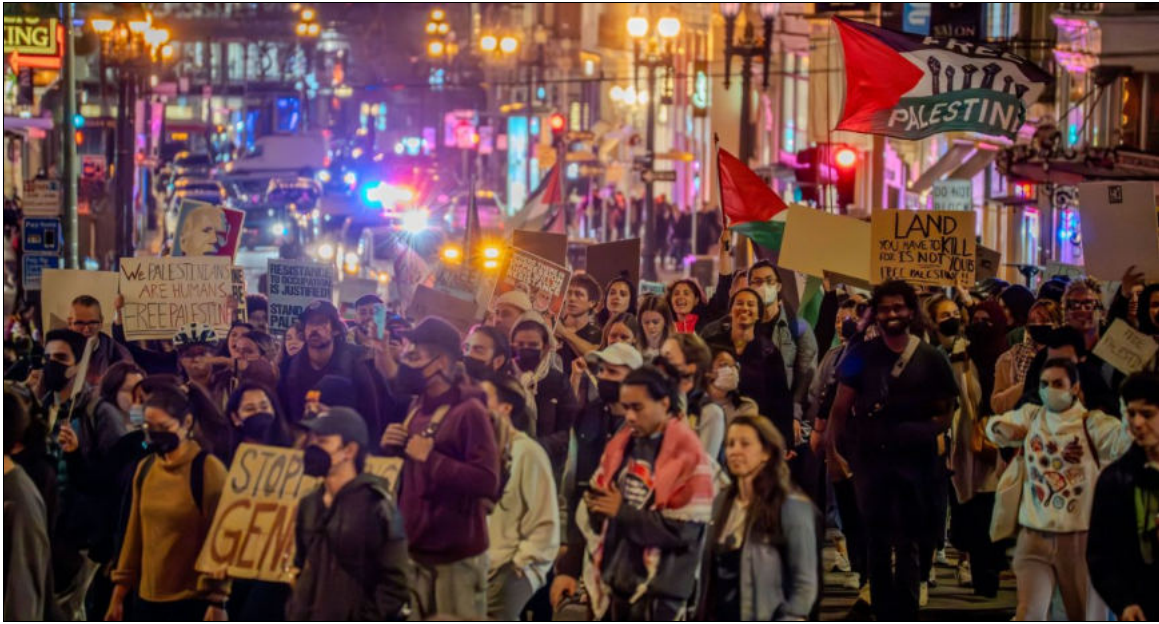
l'APEC et de construire un mouvement pour faire face aux crises bien réelles du changement climatique, de la crise économique et de la militarisation ».



Le sommet des PDG de l'APEC a eu lieu les 14 et 15 novembre et les manifestants ont tenté d'empêcher les PDG et les représentants de l'APEC d'accéder à leur lieu de réunion, malgré une importante présence policière. Les manifestants portaient de grandes banderoles, dont : « *Criminels de guerre, hors de San Francisco* », « *Fermez le sommet des PDG* », « *Fin à l'occupation* » et bien d'autres.



Le 14 novembre au soir, une collecte de fonds à laquelle participaient Joe Biden, président des États-Unis, et Kamala Harris, vice-présidente des États-Unis, pour soutenir leur candidature à la réélection, a fait l'objet d'une manifestation militante contre Joe Biden et les États-Unis pour leur soutien à l'État sioniste israélien qui massacre les Palestiniens à Gaza. Les manifestants portaient des pancartes appelant à la démission de Biden et Harris. D'autres ont demandé l'arrêt de l'aide militaire américaine à Israël. La principale revendication de la manifestation était « *Un cessez-le-feu maintenant!* ».





14 novembre 2023

Les défenseurs du climat se sont rassemblés devant le Moscone Center dans la soirée du 15 novembre pour exiger que Citi et Exxon cessent de financer l'extraction des combustibles fossiles. Darren Woods, PDG d'Exxon, était l'un des orateurs du sommet des PDG de l'APEC plus tôt dans la journée. Des militants pour la justice climatique ont défilé sur Market Street à San Francisco, le dimanche 12 novembre, derrière une banderole sur laquelle était écrit : « *Combustibles fossiles et cupidité des entreprises – Non à l'APEC* ». Les organisateurs de Climate Defenders ont écrit : « L'APEC est le cadre idéal pour réunir des chefs d'État et des milliers de PDG de certaines des entreprises mondiales les plus malveillantes qui contribuent à la crise climatique dans le seul but de faire du profit. » Les défenseurs du climat ont dénoncé les solutions aux changements climatiques discutées à l'APEC comme étant de fausses solutions et de l'« écoblanchiment » motivé par l'avidité des entreprises. Des entreprises comme Exxon n'ont pas l'intention de respecter les engagements qu'elles ont pris en matière de climat et privilégient le profit au climat, selon Climate Defenders. Les militants ont déclaré que le monde avait besoin de vraies solutions telles que le désinvestissement des combustibles fossiles responsables du réchauffement climatique et des pratiques plus durables et plus respectueuses de l'environnement.





Die-in devant le dîner de gala de l'APEC, donné par Joe Biden, 15 novembre 2023

Le 16 novembre, des manifestants ont fermé plusieurs voies du pont Bay Bridge à l'heure de pointe du matin, en soutien au peuple palestinien et pour exiger un cessez-le-feu immédiat et la fin de l'aide militaire américaine à Israël. La manifestation était appelée par plusieurs groupes, dont le Mouvement de la jeunesse palestinienne et le Centre de ressources et d'organisation arabe de la région de la Baie. La police de San Francisco a déclaré qu'il s'agissait d'une « manifestation illégale » et a arrêté 81 personnes. La manifestation a effectivement interrompu la circulation sur le pont en direction de San Francisco. De nombreux manifestants ont scandé des chants et se sont attachés les uns aux autres avec des chaînes. De nombreux manifestants ont participé à un « die-in », s'allongeant sous des draps blancs portant l'inscription « *Stop au génocide* ». De nombreux manifestants qui ont emprunté le pont en auto pendant la manifestation ont apparemment jeté leurs clés dans l'océan Pacifique, ce qui a entraîné un retard considérable sur le pont. Le chef de la patrouille routière de Californie a déclaré : « Nous n'avons pas été pris au dépourvu. C'est quelque chose que nous avons prévu. Nous étions là en quelques minutes, mais ils avaient prévu le coup, ils ont coordonné leur action, ils ont arrêté leurs véhicules et ils ont réussi à le faire en quelques secondes. Il a fallu quatre heures aux services d'urgence pour rouvrir le pont. »





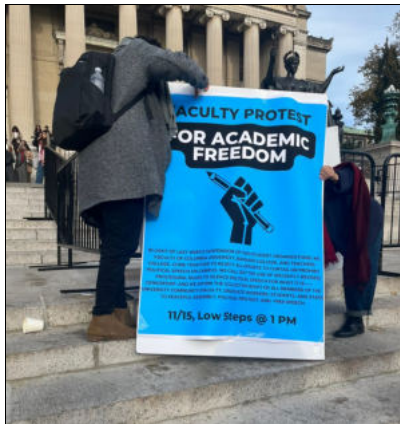
Fermeture du pont Bay Bridge, le 16 novembre 2023

Pendant ce temps, des groupes se sont rassemblés sur Market Street, Geary Boulevard et Powell Street tout au long de la journée, se pressant contre les lignes de police et les barrages de sécurité, tandis que d'autres tentaient d'encercler les délégués.

Actions ailleurs aux États-Unis



Staten Island, New York, 14 novembre 2023





Université Columbia, New York, 15 novembre 2023



Atlanta, Géorgie, 13 novembre 2023

Note

1. Les pays membres de l'APEC sont l'Australie, le Brunei Darussalam, le Canada, le Chili, la République populaire de Chine, Hong Kong, Chine, l'Indonésie, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la Fédération de Russie, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande, les États-Unis d'Amérique et le Vietnam.



L'« arsenal de la démocratie » de Biden

Les travailleurs américains aux premiers rangs de l'opposition au massacre des Palestiniens par Israël

Le président américain Biden a tenté de convaincre la classe ouvrière et le peuple des États-Unis d'appuyer une plus grande aide militaire à Israël parce que cela « élargirait les chaînes de production, renforcerait l'économie américaine et créerait de nouveaux emplois américains ». De façon éhontée, il a déclaré que le financement de la guerre signifierait que « les travailleurs américains bâtissent l'arsenal de la démocratie et servent la cause de la liberté ».

Ces affirmations sont catégoriquement rejetées par la classe ouvrière et le peuple des États-Unis. Les travailleurs et les étudiants partout au pays participent à des actions à la défense de la Palestine et de la démocratie en appelant à mettre fin à l'aide des États-Unis et au génocide commis par les États-Unis et Israël. Leur esprit internationaliste s'exprime par leur solidarité avec la Palestine, en nommant les enfants palestiniens et en refusant de reculer en dépit des menaces de congédiement, d'expulsions et autres.

Plus jamais pour personne

Lors de plusieurs actions partout aux États-Unis et ailleurs, l'appel « Plus jamais pour personne » a été lancé. Il est partie intégrante de l'appui à la Palestine et de l'opposition au génocide commis par les États-Unis et Israël et il invoque la résistance aux nazis lors de la Deuxième Guerre mondiale. Il invoque aussi les guerres de destruction menées par les États-Unis à l'étranger et les crimes monstrueux commis au pays, en particulier contre les Noirs, les Latinos, les immigrants, les Asiatiques ainsi que les peuples autochtones. Un grand sens de responsabilité sociale caractérise la situation, avec la participation de gens de diverses nationalités et de divers milieux à la dénonciation du rôle criminel des États-Unis au pays et à l'étranger, surtout aujourd'hui dans le contexte du génocide en Palestine.



Parmi les récentes actions, il y a eu celles à New York, où Voix juive pour la paix le 6 novembre et des gens de différentes religions et de différents milieux ont entouré la Statue de la Liberté. Cette action a eu lieu suite à la manifestation de milliers de personnes qui a fermé la Gare centrale de New York pendant l'heure de pointe du vendredi, et où 400 personnes ont été arrêtées. Au coeur des deux actions était le mot d'ordre « Pas en notre nom », présent sur les T-shirt, et « Un cessez-le-feu immédiatement ! ». Pas en notre nom reflète l'état de

conscience qui reconnaît que Biden et le Congrès ne représentent pas le peuple et l'urgence de se ranger publiquement du côté de la Palestine en tant qu'expression de l'opinion publique générale aux États-Unis contre l'agression sioniste et contre l'appui que lui accordent les États-Unis.

Les gens n'acceptent pas que la Maison-Blanche prétende que Biden ne peut rien faire et exigent que, minimalement, il arrête de financer Israël et appuie plutôt l'ONU et les actions internationales exigeant un cessez-le-feu, au lieu de tenter d'obtenir un autre 14,3 milliards de dollars pour Israël.

La fraude que les États-Unis défendent les juifs a aussi été exposée par des manifestants qui ont rappelé que des membres de familles juives s'étaient fait refuser l'entrée aux États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale pendant que des criminels de guerre nazis, eux, ont pu rentrer. Les familles de survivants de l'Holocauste étaient aussi présentes pour dénoncer le génocide actuel commis par les États-Unis et Israël.



La ville de New York a la plus importante population juive à l'extérieur d'Israël et les sionistes prétendent souvent que c'est leur château fort. Ces actions – et plusieurs autres partout au pays où des juifs participent ou organisent la résistance – ont exposé cette fraude. Les juifs d'aujourd'hui et d'hier sont une importante composante de la lutte pour le progrès, y compris dans le mouvement communiste et ouvrier. Ce sont les sionistes, eux-mêmes des collaborateurs avec les Nazis, que les États-Unis ont toujours protégés et défendus, y compris d'abord et avant tout en veillant à ce qu'Israël soit établi en tant que base politique et militaire à leur disposition dans la région. L'appui des États-Unis et le financement massif qu'ils procurent à Israël est ce qui permet à celui-ci de commettre ses crimes horribles – faisant des États-Unis un complice, coupable autant qu'Israël, de génocide.

Il y a eu plusieurs autres manifestations et ateliers le 9 novembre, dans le cadre des débrayages des étudiants d'écoles secondaires et d'universités de plusieurs endroits. Le 11 novembre, la journée des anciens combattants aux États-Unis, il y a eu des webinaires et d'autres activités à la mémoire des vétérans du mouvement de résistance, tels que les prisonniers politiques Mumia Abdul Jamal et Leonard Peltier. Eux et plusieurs autres ne sont pas oubliés. Diverses actions se poursuivent et, dans chacune, les gens exigent un cessez-le-feu immédiat et disent « Pas en notre nom » au génocide commis par les États-Unis et Israël.

Les débardeurs appuient les actions défendant la Palestine

Comme partie intégrante de la lutte pour défendre la Palestine, les gens entreprennent des actions pour bloquer le transport de matériel militaire en Israël. Il y a eu, par exemple, une ligne de piquetage au port d'Oakland, en Californie, sous la bannière : « Non à l'aide militaire à Israël ». Pendant neuf heures, un navire devant servir à transporter du matériel militaire en Israël a été paralysé et incapable de quitter le port. Les travailleurs portuaires ont respecté la ligne de piquetage. Finalement, le cargo s'est dirigé vers Tacoma, dans l'État de Washington, un des principaux ports au sud de Seattle, où des fournitures militaires devaient être transbordées à destination d'Israël. En dépit du fait que le jour et l'heure du chargement avaient été changés, 1000 manifestants sont aussi sortis à Tacoma pour bloquer le cargo pendant plusieurs heures.



Navire israélien bloqué à Oakland, Californie, 3 novembre 2023



Un navire à destination d'Israël est empêché de charger à Tacoma sur la terre ferme et par les défenseurs autochtones sur l'eau, 6 novembre 2023

Le gouvernement a dû recourir à l'armée pour charger le cargo, puisque les travailleurs portuaires ont appuyé l'action en refusant de traverser la ligne de piquetage. Un travailleur qui s'était rendu à bord est revenu en voyant la manifestation et a lancé le message : « Continuez de vous battre, formez des syndicats, montrez aux puissances de ce monde qu'unis, nous pouvons surmonter les massacres insensés et développer une conscience de l'humanité de tous à l'échelle mondiale. » Puis, dans l'eau, une douzaine de Guerriers de l'eau de la nation Puyallup, en kayak, ont à leur tour retardé le *MV Cape Orlando*, affublé du surnom « navire du génocide ».

Les travailleurs portuaires, surtout sur la côte ouest, ont une longue tradition de refus de traverser les lignes de piquetage et de transborder du matériel de guerre, comme celui en route pour Israël en 2021 et pour la guerre d'agression menée par les États-Unis contre l'Irak, et, avant cela, en participant au boycottage de l'apartheid en Afrique du Sud. Leur participation maintenant est un développement significatif du renforcement de la résistance, tout comme celle des travailleurs du transport en Espagne, en Turquie et ailleurs.

Boeing bloqué à Saint-Charles, au Missouri

Les défenseurs de la Palestine n'ont pas compté sur Biden et le Congrès pour arrêter la fourniture de l'aide à Israël. Ils ont érigé un piquetage devant l'usine de Boeing à Saint-Charles, au Missouri, près de 40 kilomètres à l'ouest de Saint-Louis. Près de 75 jeunes ont bloqué les trois entrées de l'édifice 598 de Boeing. Boeing est l'un des plus importants monopoles et profiteurs de guerre. L'action a

interrompu la livraison de plus de 1000 bombes en Israël. Aucune expédition n'a eu lieu ce jour-là alors et les travailleurs ont été avisés de rester à la maison. Les manifestants ont déployé une bannière de 10 mètres portant le nom de près de 1300 enfants palestiniens – maintenant plus de 4000 – à avoir été massacrés par le génocide commis par les États-Unis et Israël.



Plusieurs contingents syndicaux se joignent à l'appui à la Palestine

Le Syndicat américain des postiers (APWU) est devenu, le 8 novembre, le plus important syndicat à appeler à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, se joignant à un mouvement de mobilisation syndical grandissant contre l'assaut d'Israël. Des dirigeants de l'APWU, qui représente plus de 200 000 employés du service postal des États-Unis et près de 2000 postiers dans le secteur privé, ont dit dans un communiqué que leur syndicat était « abasourdi et attristé devant la violence tragique et sans relâche en Israël et en Palestine ».

« En tant que syndicat qui défend l'égalité, la justice sociale, les droits humains et syndicaux et la solidarité internationale, nous nous unissons aux syndicats et aux gens de bonne volonté partout dans le monde dans leurs appels à la justice et à la paix », a dit l'APWU. Le syndicat dit que « la réponse d'Israël (à la violence du Hamas le 7 octobre) a assombri les perspectives de paix ».

Il dénonce la mort de milliers de civils innocents, y compris 4000 enfants, tués par une campagne de bombardement acharnée et aveugle à Gaza. « Israël empêche l'accès à la nourriture, à l'eau, au combustible et aux fournitures médicales dans la bande de Gaza, ce qui constitue un crime de guerre. Une catastrophe humanitaire est en devenir tous les jours à Gaza. Des milliers de civils innocents pourraient mourir d'une mort entièrement évitable », dit l'APWU.

Pour mettre fin au massacre et commencer à répondre à l'horrible crise humanitaire, l'APWU appelle l'administration Biden à « exercer tout son pouvoir » en tant que « principal bienfaiteur étranger » d'Israël pour « contribuer à établir la paix dans la région » et faire en sorte « que l'argent des contribuables ne serve pas à prolonger la guerre ».

« Nous ajoutons notre voix aux appels à un cessez-le-feu immédiat, à la libération des otages et à l'aide humanitaire massive pour la population de Gaza. L'humanité n'en demande pas moins », concluent les signataires de la déclaration de l'APWU, le président Mark Dimondstein, la vice-présidente exécutive Debby Szeredy et la secrétaire-trésorière Elizabeth Powell.

L'APWU compte parmi les près de douze syndicats américains ayant appelé à un cessez-le-feu à Gaza. On rapporte dans *Labor Notes* que le 20 octobre, lors d'une réunion du Conseil central syndical de Thurston-Lewis-Mason à Olympia, dans l'État de Washington, où une résolution a été adoptée à l'unanimité, appelant leur fédération à « appuyer publiquement un cessez-le-feu immédiat et les droits égaux pour les Palestiniens et les Israéliens », le syndicat indépendant des travailleurs unis en électricité, radio et machinerie a publié un appel décrit comme étant « un appel syndical à

un cessez-le-feu immédiat en Israël et en Palestine » et demandant « à tous les membres du syndicat » de l'appuyer.

(Photos : Imillennium, @milkvamp, Intifada électronique, P. Wilson)



Vigile en solidarité à Montréal avec les soignants de Gaza



Près de 300 personnes se sont rassemblées au square Dorchester mercredi soir 15 novembre pour une vigile en solidarité avec tout le personnel médical responsable d'assurer les soins de santé des résidents de Gaza. Plusieurs orateurs ont pris la parole dont Ellen Gabriel, une militante mohawk de Kanehsatà :ke, du clan de la tortue, bien connue pour sa défense des peuples autochtones au Québec et au Canada. Elle a salué l'héroïsme des Gazaouis, en particulier du personnel médical qui continue d'offrir des soins alors même que le territoire de Gaza est assiégé et que l'hôpital principal est bombardé et occupé par l'armée israélienne. Elle a dénoncé le silence complice du gouvernement canadien face au génocide que commet le gouvernement israélien contre les résidents de Gaza. Rien n'est pas surprenant puisque l'État canadien a une longue histoire de génocide contre les peuples autochtones ici même au Canada, génocide qui continue, a-t-elle précisé.

Une médecin clinicienne québécoise qui a travaillé dans le passé à Gaza a rappelé comment depuis des années des organisations internationales de défense des droits humains ont comparé la situation à Gaza à une « prison à ciel ouvert ».

Une étudiante en médecine d'origine palestinienne a ensuite lu un à un le nom des plus de 220 travailleurs de la santé tués à Gaza depuis le 7 octobre, dont des médecins, des infirmières, des ambulanciers et bien d'autres. D'autres jeunes sont venus lire des messages reçus par des travailleurs de la santé dans la ville assiégée de Gaza dans les derniers jours avant que toute communication soit coupée.

Les témoignages parlent de l'héroïsme de ces hommes et femmes qui, contre toute attente, refusent de quitter leurs patients, parlent de l'impuissance de ne pas pouvoir aller secourir des personnes blessées dans la rue au risque de se faire tirer dessus par l'armée israélienne, des bombardements sur l'hôpital al-Chifa qui font trembler les murs et les fenêtres au point qu'ils s'effondrent sur les patients, détruisent les ventilateurs de réanimation, enflamment les bonbonnes d'oxygène qui permettraient à plusieurs patients de survivre, et effraient les enfants qui dorment dans les couloirs avec leurs parents parce qu'ils n'ont aucune autre place pour se réfugier. D'autres témoignages ont

été entendus venant de médecins des autres hôpitaux, dont l'un travaillant à l'hôpital Indonésien situé dans le nord de la ville de Gaza où les équipes sont réduites à effectuer seulement les chirurgies des patients dont la vie est en danger.

Un hommage a été rendu aux 51 journalistes qui ont été tués à Gaza qui rapportaient ce qui se passait réellement dans la bande de Gaza au risque de leur vie ainsi qu'à tous les Gazaouis morts des suites des coupures d'électricité, d'eau potable, de nourriture, de médicaments et de carburant par l'État israélien.

La vigile qui avait commencé une heure et demi auparavant s'est terminée par une minute de recueillement et de silence en hommage au plus de 10 000 victimes de Gaza tués par l'État israélien.



Débrayages militants des étudiants du secondaire de l'Ontario



Toronto

Le 13 novembre, une coalition de 42 groupes d'étudiants du secondaire de l'Ontario a appelé à un débrayage à l'échelle de la province. Les étudiants ont publié une déclaration dont voici un extrait :

« Nous, étudiants, sortons pour exprimer notre indignation face à ce génocide et pour exiger un cessez-le-feu immédiat. Nous attendons également de nos conseils scolaires qu'ils reconnaissent ce qui se passe et qu'ils publient une déclaration sur le génocide en Palestine. Nous continuerons de tenir des débrayages, non seulement à l'échelle de la province, mais dans tout le Canada, jusqu'à ce que nos dirigeants politiques décrètent un cessez-le-feu.

« Nous continuerons de tenir des actions jusqu'à ce qu'un plan soit reçu des conseils scolaires de l'Ontario pour la réalisation des demandes suivantes :

« Nous exigeons que les écoles de l'Ontario protègent les élèves palestiniens, créent des espaces sûrs pour eux et s'abstiennent de censurer et de punir la solidarité avec la Palestine.

« Nous exigeons que les conseils scolaires de l'Ontario (enseignants, administration et conseillers) reçoivent une formation sur le racisme anti-palestinien.

« Nous demandons que l'histoire de la colonisation et du nettoyage ethnique de la Palestine soit incluse dans les programmes scolaires.

« Nous exigeons que le Canada cesse d'apporter un soutien financier, militaire et politique à Israël !

« Le Canada et le reste du monde ont laissé tomber les enfants de Gaza et nous sommes incroyablement attristés et enragés par l'apathie de tant de dirigeants en ces temps difficiles. Il n'y a pas d'électricité ni de connexion à Gaza, les cris des enfants sont étouffés alors qu'Israël tente de cacher ses crimes de guerre. C'est la raison pour laquelle nous faisons cela – nous sommes ici pour amplifier les voix étouffées des étudiants palestiniens à Gaza et au Canada. Nos dirigeants politiques ont rendu le Canada complice de ce génocide, et nous, en tant qu'étudiants, nous nous tiendrons du bon côté de l'histoire. »



Milton



Hannon



Windsor

(Photos: @XjusticeXpeace, Ceasefire Now Ontario, Secondary Students 4 Palestine)



Les manifestations continuent en Europe

Angleterre



Londres, 15 novembre 2023



Birmingham, 15 novembre 2023



Manchester, 15 novembre 2023

Dublin, Irlande



15 novembre 2023

Bruxelles, Belgique



14 novembre 2023

Amsterdam, Pays-Bas



14 novembre 2023

Copenhagen, Danemark



14 novembre 2023

Vienne, L'Autriche



14 novembre 2023

Athènes, Grèce



14 novembre 2023

(Photos: @TonyFibs, @AdamYosefJourno, @UcuLeft, @GMF_Palestine, @PBresnihan, @TafoorRaja, @ZaidRevolution, @shamshoumah, @Sandman_III.)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca